



CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES DE LA VILLE DE GRASSE

STATUTS

Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L.212-10 à L.212-12 et R.212-24 à R.212-33-2,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles R.2122-9 R.2312-2, R.2313-6, R.2313-7, R.2321-4, et R.2321-5,

Vu la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale,

Vu la loi n°2008-790 du 20 août 2008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire,

Vu la délibération du Conseil Municipal de Grasse n°2020-44 en date du 7 juillet 2020 relative à la caisse des écoles,

ARTICLE 1 : MISSIONS

La Caisse des Ecoles est un Etablissement public local autonome.

Elle a pour but de faciliter la fréquentation scolaire, de favoriser l'égalité des chances et d'éviter la ségrégation des enfants en fonction des ressources de leurs familles.

Pour ce faire, elle remplit les missions suivantes :

- Mise en place de la politique éducative de la Ville de Grasse, conformément à la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 et à la délibération du Conseil Municipal de Grasse du 22 septembre 2005,
- Encourager et favoriser la participation de tous les élèves à l'ensemble des activités scolaires et périscolaires (ski, sécurité routière, ...),
- Participer au « Noël » des enfants dans les établissements publics (écoles maternelles et primaires),
- Prendre en charge momentanément et à titre exceptionnel un besoin matériel urgent qui pourrait survenir dans une école.

ARTICLE 2 : SIEGE SOCIAL

La Caisse des Ecoles de Grasse a son siège social à l'Hôtel de Ville, place du Petit Puy, 06131 GRASSE CEDEX.

ARTICLE 3 : COMPOSITION

La Caisse des Ecoles se compose de membres de droit, de membres sociétaires, de membres bienfaiteurs, d'associations et de personnes acteurs des projets à jour de leur cotisation et des enseignants et parents d'élèves concernés.

Sont membres de droit :

- Le Maire de la Commune de Grasse, Président de la Caisse des Ecoles,
- Cinq membres du Conseil Municipal désignés par délibération de ce dernier,
- L'Inspecteur de l'Education Nationale chargé de la circonscription,
- Un membre désigné par le Préfet.

Sont membres sociétaires les membres donateurs et les membres souscripteurs.

Sont membres donateurs ceux qui effectuent un versement annuel minimum dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité.

Sont membres souscripteurs ceux qui :

- Effectuent un versement annuel minimum dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité,
- Sont âgés de 18 ans révolus,
- Habitent la Commune de Grasse ou l'une des communes limitrophes ou sont inscrits au rôle des contributions directes de la Commune de Grasse.

Sont membres bienfaiteurs ceux qui, ne satisfaisant pas aux conditions requises pour être un membre donateur ou souscripteur, désirent contribuer au bon fonctionnement de la Caisse des Ecoles. Ils ne sont pas convoqués à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 4 : COMITE

La Caisse des Ecoles est administrée par un Comité composé :

- Du Maire, Président,
- De l'Inspecteur de l'Education Nationale chargé de la circonscription,
- Du membre désigné par le Préfet,
- Des cinq conseillers municipaux désignés par délibération du Conseil Municipal,
- De six représentants élus par les membres sociétaires réunis en Assemblée Générale.

Toutes les fonctions du Comité sont essentiellement gratuites.

Il élit chaque année parmi ses membres un vice-président.

Il se réunit sur convocation du Président tous les six mois. Le Président ou 1/3 des membres du Comité peuvent convoquer des réunions supplémentaires si les circonstances l'exigent.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Seule une procuration par personne est autorisée.

ARTICLE 5 : REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal peut, par délibération, porter le nombre de ses représentants au Comité à un chiffre plus élevé, n'excédant pas le tiers des membres du Conseil Municipal.

Dans ce cas, les sociétaires peuvent désigner autant de représentants supplémentaires que le Conseil Municipal en désigne.

Les pouvoirs des représentants du Conseil Municipal prennent fin à l'expiration de leurs mandats de Conseiller Municipaux.

En cas de démission d'un Conseiller Municipal membre du Comité, le Comité Municipal désigne son remplaçant.

ARTICLE 6 : REPRESENTANTS DES SOCIETAIRES

Les représentants des sociétaires sont élus au scrutin uninominal à un tour, quel que soit le nombre de votants. Les candidats ayant obtenu le plus de voix sont élus. En cas d'égalité entre deux candidats, le candidat le plus âgé est élu.

La durée de leur mandat est fixée à 3 ans. Ils sont rééligibles.

Pour être candidat à l'élection des représentants des sociétaires il faut être un membre donateur ou souscripteur et jouir de ses droits civils et politiques.

Les candidatures doivent être adressées au Président par voie postale ou électronique au moins 72 heures avant l'Assemblée Générale devant procéder à l'élection.

Tout représentant des sociétaires absent du Comité sans motifs plausibles à trois séances consécutives sera considéré comme démissionnaire.

Si, en cours d'exercice, les vacances du Comité excèdent le tiers du nombre total des représentants des sociétaires, il devra être procédé à des élections complémentaires. Une Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée à cet effet sauf si l'on est à moins de 3 mois de la date à laquelle ont lieu les élections.

ARTICLE 7 : POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Maire, Président du Comité, préside les séances du Comité et est chargé de l'exécution des décisions du Comité, de la convocation du Comité et de l'Assemblée Générale et de la fixation de leur ordre du jour.

En cas d'absence du Président, les séances du Comité sont présidées par le vice-président.

Le Maire est l'ordonnateur des dépenses et des recettes de la Caisse des Ecoles.

Le Maire peut déléguer sa signature à un membre du Conseil Municipal siégeant au Comité, à un membre élu du Comité ou à un fonctionnaire appartenant à un cadre d'emploi ou occupant un emploi de niveau de catégorie A ou B au sein de la Caisse des Ecoles.

ARTICLE 8 : POUVOIRS DU COMITE

Le Comité est investi des pouvoirs d'administration les plus étendus.

Il délibère d'une manière générale pour tous les actes soumis au contrôle de légalité.

Il arrête, chaque année, le budget des dépenses de la Caisse des Ecoles et règle l'emploi des fonds disponibles.

Il délibère sur les comptes de l'exercice dès qu'ils lui sont soumis et vote le budget.

Il définit le nombre d'emplois nécessaires au fonctionnement de la Caisse des Ecoles et délibère sur le statut des personnels.

Il a compétence pour passer les marchés nécessaires au fonctionnement de la Caisse des Ecoles. Ce pouvoir peut être délégué au Président.

Le Comité peut convoquer à ses réunions les enseignants des établissements publics pour lesquels la Caisse des Ecoles est constituée, les représentants des associations de parents d'élèves des écoles publiques et les représentants des œuvres postsecondaires et périscolaires, ainsi que toute personne compétente de son choix. Ils ont un rôle consultatif. Ces fonctions ne peuvent se cumuler avec celles de membre de droit ou de membre élu du Comité.

ARTICLE 9 : ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an dans les 2 mois suivant la clôture de l'exercice précédent.

Lors de cette Assemblée, le Comité rend compte aux membres sociétaires de l'administration et de la gestion de la Caisse des Ecoles et fait un bilan des mesures prises lors de l'exercice précédent.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Comité, vote sur :

- Les comptes et le budget de la Caisse des Ecoles ;
- Le montant des cotisations ;
- L'élection des représentants des membres sociétaires ;
- La modification des statuts ;
- L'adoption d'un règlement intérieur ;
- Tout autre sujet porté à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale ne peut statuer que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Peuvent seuls prendre part à l'Assemblée Générale les membres souscripteurs ayant régulièrement payé leur cotisation avant la date de fin de l'exercice précédent.

Les convocations à l'Assemblée Générale sont adressées par courrier et par mail à chaque membre de la Caisse des Ecoles au moins huit jours avant la date fixée pour la tenue de l'Assemblée.

ARTICLE 10 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Une Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée en cours d'année soit sur décision du Comité, soit sur demande écrite d'au moins un tiers des membres sociétaires de la Caisse des Ecoles.

ARTICLE 11 : REGISTRE DES PROCES-VERBAUX

Il sera tenu un registre des procès-verbaux des séances du Comité et de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 12 : RESSOURCES

Les ressources de la Caisse des Ecoles se composent :

- Des subventions de l'Etat, du Département et des Communes ;
- Des cotisations des membres sociétaires ;
- Des fondations et souscriptions particulières ;
- Du produit des dons, legs, quêtes et fêtes de bienfaisance ;
- De dons en nature tels que des livres, objets de papeterie ... ;
- De toutes autres ressources autorisées par disposition législative ou réglementaire.

Le receveur municipal assure gratuitement les fonctions de comptable de la Caisse des Ecoles.

Les opérations effectuées par le comptable de la Caisse des Ecoles sont décrites et justifiées dans un compte annexe rattaché en un seul article aux services hors du budget de la Commune.

Le Comité peut désigner, après accord du receveur municipal, un régisseur de recettes et de dépenses rendant compte de ses opérations à ce dernier.

Les règles budgétaires et comptables applicables sont fixées aux articles R.2122-9, R.2312-2, R.2313-6, R.2313-7, R.2321-4 et R.2321-5 du Code général des collectivités territoriales.

Seules les dépenses issues d'un bon signé par le Président, ou l'une des personnes bénéficiant d'une délégation expresse selon l'article 7 des présents statuts, peuvent être acquittées par le trésorier.

Les fonds disponibles seront versés au compte courant du Trésor Public.

ARTICLE 13 : REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur pourra être établi par le Comité pour préciser les cas non prévus aux présents statuts.

Il est soumis à la ratification de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 14 : ADOPTION DES STATUTS

Les présents statuts, après leur approbation par l'Assemblée Générale, remplacent et annulent les statuts antérieurs.

ARTICLE 15 : CONSEIL CONSULTATIF DE REUSSITE EDUCATIVE

Conformément au décret n° 2005-637 du 30 mai 2005 relatif aux caisses des écoles et modifiant le Code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2013-938 du 18 octobre 2013 et compte tenu des missions de la Caisse des Ecoles, un Conseil consultatif de réussite éducative peut être constitué par délibération du Comité de la Caisse des Ecoles.